

Accord interprofessionnel

**COMMERCE
(Alsace-Moselle)**

ACCORD DU 6 JANVIER 2014

RELATIF AU REPOS DOMINICAL

NOR : ASET1450494M

PRÉAMBULE

Les partenaires signataires réaffirment leur attachement au maintien du principe du repos dominical et des jours fériés.

Toutefois, il existe dans le droit local applicable en Alsace et en Moselle un certain nombre de dérogations permettant des ouvertures dominicales et autorisant l'emploi des salariés.

Ainsi, dans le but de reconnaître la contrainte du travail dominical, le présent accord vise à garantir une compensation au personnel employé le dimanche.

CHAMP D'APPLICATION

Les dispositions du présent accord sont applicables dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle.

Est concerné par le présent accord l'ensemble des salariés qui travaillent le dimanche et les jours fériés dans le cadre des dérogations à l'interdiction de travailler prévues par les articles L. 3134-2 et suivants du code du travail, dans les exploitations commerciales, les services associés et activités connexes.

Article 1^{er}

Compensations

En cas de dérogation à l'interdiction d'emploi de salariés les dimanches et jours fériés et à défaut de convention ou d'accords collectifs de travail plus favorables, le salarié bénéficiera d'une rémunération qui sera au moins égale à 150 % du taux horaire de base, à laquelle s'ajoute un repos d'une durée équivalente en temps.

Cette rémunération inclut les majorations éventuelles pour heures supplémentaires. Le repos qui correspond à la récupération du jour travaillé pourra être pris aussi bien avant qu'après le dimanche ou le jour férié travaillé. Il est fixé par accord entre le salarié et l'employeur.

Pour les dimanches de l'Avent, la rémunération applicable est au moins de 200 % du taux horaire de base, ainsi qu'un repos d'une durée équivalente en temps.

Article 2

Durée de la semaine

Selon l'article L. 3122-1 du code du travail, la semaine de travail est décomptée du lundi, 0 heure, au dimanche, 24 heures.

Conformément à l'article L. 3132-1 du code du travail, il est interdit de faire travailler un même salarié plus de 6 jours par semaine.

Article 3

Volontariat

Le travail du dimanche et des jours fériés se fait sur la base du volontariat. Le salarié peut à tout moment exprimer son refus.

Article 4

Repos hebdomadaire

Afin de préserver au mieux la vie familiale et sociale, le repos hebdomadaire est donné après accord entre le salarié et l'employeur, à l'exception des jours de fermeture des établissements.

Article 5

Frais de déplacement

Les frais de déplacement ou de stationnement supplémentaires payés par les salariés lors des dimanches et/ou jours fériés travaillés sont pris en charge par l'employeur, sur justificatifs.

Article 6

Suivi et interprétation

Une commission de suivi et d'interprétation, composée des organisations signataires, avec la participation de l'administration du travail, est mise en place et se réunit 1 an après la signature de l'accord, puis sur demande de l'une des organisations signataires.

Article 7

Durée de l'accord

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Article 8

Modalités d'application

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère chargé du travail.

Fait à Strasbourg, le 6 janvier 2014.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

CGPME Alsace ;
MEDEF Alsace ;
UPA Alsace.

Syndicats de salariés :

CFDT Alsace ;
CFDT Moselle ;
CFTC Alsace ;
CFTC Moselle ;
CGT Alsace ;
CGT-FO Alsace.